

Montreuil,
Le 16 janvier 2017

SIRHEN, un coût qui explose :

323 millions, soit le traitement annuel net de 15 000 agents percevant un traitement de 1 500€ net par mois...



**Syndicat des Personnels
Administratifs des
Services Extérieurs de
l'Éducation Nationale**

6 – 8, rue Gaston Lauriau
93 513 MONTREUIL CEDEX
spaseen@fo-fnecfp.fr
<http://www.spaseenfo.fr>

SIRHEN en quelques « maux »...

Le programme SIRHEN (Système d'Information de gestion des Ressources Humaines et des moyens de l'Éducation Nationale) continue ses ravages, tant au niveau budgétaire qu'au niveau des personnels impliqués.

Pour rappel, le projet devait soi-disant rénover les systèmes d'information du ministère de l'Éducation nationale ainsi que celui de l'enseignement supérieur "pour une meilleure gestion des moyens et des personnels". Autrement dit, sur le papier, le SIRHEN a vocation à remplacer tous les logiciels existants tels qu'EPP, AGORA ou AGAPE par exemple. Tout un programme !

Mais...

Lancé en 2007 pour une période de 7 ans, SIRHEN devait se déployer totalement en 2014. Tout compte fait, le déploiement total est prévu, dans le meilleur des cas, pour 2020, en tenant compte du scénario le plus optimiste.

Une trajectoire de déploiement plus qu'hypothétique !

Quant à la facture initialement prévue de 80 millions, elle passe officiellement à 323 millions d'euros en 2017... Les estimations indiquent même qu'à terme, elle serait de 500 millions... Rien que ça !

On se croirait dans un cauchemar mais c'est bien la réalité !

A ce jour, seuls les personnels d'inspection, de direction, administrateurs civils et emplois fonctionnels sont entièrement gérés dans SIRHEN soit environ 18 000 agents... Alors que l'Éducation Nationale comprend plus d'un million d'agents... et que SIRHEN n'est pas fiable à 100% et comporte des bugs.

Cette instabilité a entraîné une surcharge de travail dans les services de gestion des personnels depuis plusieurs années pour un résultat quasi nul puisque dans de nombreuses académies, on fait remonter des difficultés de plus en plus pesantes pour les collègues.

Pire encore, il semble que, outre le coût de développement, d'autres dysfonctionnements soient à attendre en phase d'utilisation, pouvant donner lieu à des soucis sur les payes et la gestion.

Un mot s'impose désormais lorsqu'on aborde ce sujet : **FIASCO !**

L'histoire se répète...

Tout comme l'ONP (Opérateur National de Paye), avant lui (auquel SIRHEN était initialement adossé), SIRHEN est une gabegie financière qui risque de causer plus de tort que d'apporter de solutions.

Pour rappel, l'ONP, super logiciel qui avait pour vocation d'unifier la gestion de la paye de 2,4 millions de fonctionnaires, avec un coût faramineux de près de 300 millions d'euros... a été abandonné en 2014...

Quant au logiciel du ministère de la Défense, Louvois, logiciel qui devait gérer la solde des militaires, il a lui aussi été abandonné, suite à des dysfonctionnements répétés et lourds de conséquences pour les personnels (soldes non versées, retards de paiements) avec un coût pour l'État, et les contribuables, de plusieurs centaines de millions d'euros...

Mais SIRHEN n'est pas que cela...

SIRHEN s'inscrit dans un cadre beaucoup plus large : celui de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la Modernisation de l'Action Publique (MAP) dont le but est identique et affiché : restructurer, fusionner, mutualiser, privatiser afin de permettre toujours plus de suppressions de postes.

SIRHEN est donc, non seulement grand consommateur de deniers publics, mais également grand consommateur de postes. Pour rappel, sur les 200 créations de postes d'administratifs 2016 et 2017, 60 ont été transférés au programme SIRHEN... au détriment des besoins des académies qui manquent de personnel !

Un projet externalisé...

Ce projet est très largement externalisé avec de nombreux (et très "gourmands") partenaires privés : CAPGEMINI, IBM, STERIA par exemple, au détriment des compétences déjà existantes dans notre ministère.

Qui sont ces "fameux" prestataires privés ? SOPRA (qui a fusionné en 2015 avec STERIA), pour la petite histoire, est historiquement l'un des premiers acteurs responsables du tristement célèbre projet Louvois qui a coûté à l'Etat plusieurs centaines de millions d'euros pour un résultat nul puisque ce projet a dû être abandonné du fait de son inefficacité. Autrement dit, SOPRA officie désormais au sein de notre ministère alors que cette entreprise a fait les poches du ministère de la Défense en se faisant verser des dédommagements suite à l'annonce de l'abandon du logiciel... C'est pourtant encore le groupe SOPRA-STERIA qui est en charge du développement du nouveau logiciel pour le ministère de la Défense... **L'erreur est humaine... mais persévérer est diabolique...**

Le ministère de l'Éducation Nationale a préféré payer très chèrement des sociétés privées plutôt que de s'appuyer sur le savoir-faire et la technicité de ses personnels.

Les collègues affectés sur le programme SIRHEN, dans les académies de Versailles, Toulouse et Aix-Marseille, subissent une situation inacceptable et des conditions de travail dégradées : réorganisations qui prennent la forme de déplacement d'office, flou, organigrammes inexistantes, communications au point mort, etc... Le quotidien est fait de difficultés de travail, de dysfonctionnements. De plus, les collègues, fonctionnaires ou agents publics sont placés sous les ordres d'entreprises privées !

A Versailles, on leur annonce un changement d'affectation de Guyancourt à Vanves, tout en piétinant la réglementation : aucune consultation des instances (Comités techniques).

Les collègues se sentent dépossédés, niés. Ils ont l'impression d'être traités comme des « meubles ». La pression est forte. Leurs conditions de travail INACCEPTABLES !

Ça doit cesser !

Le SPASEEN-FO s'est toujours opposé à ce projet ! Force est de constater qu'il ne s'est pas trompé...

Notre position a toujours été claire et a été confirmée lors de notre congrès national à Gravelines en octobre 2016 : *"Le congrès exige l'abandon de SIRHEN et la ré-internalisation de toutes les missions confiées aux entreprises privées. Le congrès s'oppose à la mise en place des partenariats public-privé (ppp) qui autorise un véritable pillage de nos missions de services publics par des intérêts privés."*

Pour FO, SIRHEN a toujours été un sujet de préoccupation :

C'est pourquoi la FNEC FP-FO a, depuis 2014, exigé, avec succès, que ce sujet soit régulièrement mis à l'ordre du jour du Comité Technique Ministériel.

C'est pourquoi FO a mis SIRHEN à l'ordre du jour de l'audience à la DGRH du ministère mardi 17 janvier.

C'est pourquoi FO a alerté le médecin de prévention et le CHSCT de Versailles sur les conditions de travail !

Le SPASEEN-FO revendique :

- **L'abandon immédiat de SIRHEN et la ré-internalisation de toutes les missions confiées au privé.**
- **Le maintien des services informatiques et de toutes leurs missions dans les services académiques.**
- **La transformation des recrutements de fonctionnaires prévus pour SIRHEN en recrutement pour les missions dans les services académiques.**